



CAPD du 20 décembre 2018 : déclaration du SNUDI-FO 95

Monsieur le directeur académique, mesdames et messieurs les membres de la CAPD,

Cette CAPD se réunit deux semaines après les résultats aux élections professionnelles. Chacun connaît le résultat des votes sur notre département. Le Snudi FO 95 comme notre fédération la FNEC FP FO poursuivent leur progression initiée en 2014. Dans la Fonction publique de l'Etat, Force Ouvrière maintient et renforce sa 1^e place. Dans la Fonction publique hospitalière, FO prend la 2^e place, devant la CFDT. Malgré les différentes attaques diffusées massivement dans la presse ces derniers mois, Force Ouvrière se renforce à tous les niveaux.

Concernant la mobilisation dans les lycées, les lycéens refusent la sélection à l'entrée de l'université, ils refusent la réforme du lycée et du baccalauréat, ils refusent l'augmentation des droits d'inscription pour les étudiants étrangers. Depuis début décembre, les manifestations de lycéens ont été durement réprimées par les forces de l'ordre, des blessés sont à déplorer. La FNEC FP FO s'est adressée publiquement au ministre Blanquer pour exiger que cessent les violences et la répression contre les lycéens, pour qu'il entende les revendications, pour qu'il ouvre des négociations sur ces revendications. C'est la seule voie pour sortir de cette situation.

Concernant la situation sociale, Force Ouvrière partage une grande partie des revendications exprimées par les « gilets jaunes », particulièrement sur la question du pouvoir d'achat et l'augmentation générale des salaires. Depuis des années, les salariés se mobilisent avec leurs organisations syndicales pour leurs revendications : salaires, retraites, sécurité sociale, refus de la CSG, défense des services publics locaux... Les gouvernements successifs sont restés sourds à ces exigences. Ils portent la seule et unique responsabilité de la dégradation actuelle du climat social en ayant refusé de négocier avec les organisations syndicales. Les « gilets jaunes » ont raison, leur colère est légitime : ils expriment le refus de l'austérité imposée à tous les niveaux.

Alors que, lors de son discours du 10 décembre, le président Macron n'a pas prononcé les mots « fonctionnaire », « point d'indice » ou « service public », alors que le Sénat s'est positionné pour 3 jours de carence pour les fonctionnaires en cas d'arrêt maladie (en attente du positionnement de l'Assemblée nationale), les agents publics n'acceptent plus la situation qu'ils vivent au quotidien.

Dans ce contexte, Force Ouvrière réaffirme ses revendications principales concernant les fonctionnaires et la fonction publique :

- Augmentation de 16% de la valeur du point d'indice, pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat depuis 2000
- Maintien du statut général et des statuts particuliers
- Maintien du code des pensions et calcul sur les 6 derniers mois, maintien des 42 régimes existants de retraite et refus tout système universel par points

Dans notre département comme ailleurs, les enseignants sont en colère, avec un « gilet jaune » ou non. Il serait temps que le gouvernement entende les revendications et y réponde.